# Marseille en flag de déni d'Europe

25/11/2011 à 20h52

**La Commission européenne vient de condamner la politique française de démantèlement des bidonvilles roms. Les expulsions se poursuivent à grand train à Marseille, avec violence.**

Expulsions en chaîne, avec large couverture médiatique organisée par la préfecture elle-même, destruction de cabanes et écrasement de caravanes à grand renfort de bulldozers… La France se fait mettre à l'amende par le Commission européenne sur sa politique de démantèlement des squats de Roms décidée et appliquée dès l'été 2010, avec un certain brio dans la cité phocéenne. Un an plus tard, Marseille persiste et signe.
Le Comité des droits sociaux considère en effet qu'il s'agit, au regard des valeurs fondatrices de la constitution européenne, d'une « violation aggravée de la charte sociale européenne » et que cette politique a été « discriminatoire et contraire à la dignité humaine ». Paris est même enjoint à présenter au comité des ministres du Conseil de l'Europe de lui « des mesures envisagées ». Quid du changement de cap ?

**De plus en plus fort**

Avec les récents épisodes marseillais, on craint le pire : expulsion sans ménagement au Cap Pinède, expulsion du squat de Plombières à la Belle de Mai et expulsion musclée de l'église Saint Martin gratifiée d'une fracture du fémur d'un Rom par un policier en prime. Mieux, le préfet Alain Gardère fête au rosé avec une dizaine de riverains le traitement par le vide du bd Bonnes Grâces (Belle de Mai). Du boulot de haute volée. […]

[…] Une solution expérimentale sur 10 familles logées dans le diffus et accompagnées par l'Association méditerranéenne pour l'insertion par le logement a aussi été engagée mais bien que

positive, l’expérience s’est arrêtée là. « **Des solutions existent, assure Jean-Marc Coppola, c’est une question de volonté politique avec la construction massive de logements sociaux et d’hébergement d’urgence à l’image de ce que la Région a mis en place à la Belle de Mai.** » Mais difficile de faire avancer le débat quand la table ronde promise en août dernier par le maire n’est toujours pas actée.

La Marseillaise.fr